

La concentration de forces ukrainiennes dans la région de Sumy n'était pas passée inaperçue, de nombreuses sources en faisaient état. Ce qui a surpris, en revanche, c'est l'emploi inattendu de cette force militaire. On aurait pu penser que ce rassemblement avait pour objectif de réduire le saillant créé par les Russes dans la région de Kharkiv, ou qu'il s'agissait d'une préparation en vue d'une hypothétique attaque russe dans le secteur de Sumy, une possibilité évoquée par les autorités ukrainiennes il y a quelques semaines.

Le choix de l'état-major ukrainien d'envahir le territoire russe, une première depuis 1941, a pris tout le monde de court, à commencer par les Russes, mais aussi les plus proches alliés de l'Ukraine. C'est la première vraie surprise militaire de l'année 2024. En effet, compte tenu du manque chronique de troupes sur le front et des difficultés des Ukrainiens à stabiliser la poussée russe dans le Donbass, il ne semblait pas évident que Kiev choisisse d'ouvrir un nouveau front.

Le succès tactique de cette opération est indéniable. L'Ukraine a rapidement pris le contrôle de plusieurs dizaines de localités, s'enfonçant parfois de plus de trente kilomètres à l'intérieur du territoire russe. Cette attaque éclair a été menée dans un secteur vulnérable et peu protégé de la frontière russe, en coordination avec des frappes massives de drones dans la région de Kursk. Des moyens significatifs de guerre électronique ont été déployés pour neutraliser autant que possible les capacités des drones russes, tandis qu'une importante défense sol-air, incluant deux batteries *Patriot*, a été mise en place pour couvrir l'avancée des troupes.

L'Ukraine a mobilisé cinq brigades pour cette opération : la 61^e brigade mécanisée détachée du front de Kharkiv, la 80^e brigade d'assaut aérien prélevée sur le front de Bakhmut, la 22^e brigade mécanisée retirée du front de Klishchiivka, la 116^e brigade mécanisée venue du front de Vovchansk, et la 103^e brigade territoriale initialement stationnée à Sumy. En réserve, la 88^e brigade mécanisée, chargée de la protection de la frontière nord, a également été mobilisée. Cela représente un effectif de 15 000 à 20 000 soldats ukrainiens engagés dans l'opération. Environ 10 000 à 12 000 hommes auraient franchi la frontière, bien plus que le millier d'hommes annoncé initialement par le ministère russe de la Défense.

Les forces ukrainiennes n'ont rencontré que peu de résistance, écrasant les quelques centaines de gardes-frontières russes et leur infligeant de lourdes pertes. Cependant, elles en ont également subi, avec la destruction de plusieurs dizaines de véhicules, principalement en raison de l'intervention de l'aviation, des hélicoptères de combat et des munitions rôdeuses russes. En parallèle, les forces ukrainiennes multiplient les incursions en territoire russe, comme dans les régions de Belgorod et de Kursk, avec, entre autres, l'appui de volontaires géorgiens.

Cette offensive s'est déroulée simultanément avec une tentative de débarquement sur la péninsule de Kinbourn, en mer Noire. Cependant, cette opération a été rapidement repoussée. La grosse dizaine d'embarcations engagée dans cette tentative n'a fait l'objet que d'une faible couverture médiatique de la part de Kiev, qui s'est contentée de diffuser une vidéo montrant les embarcations en mer.

Quel est l'objectif de cette attaque ?

L'objectif stratégique de cette attaque en territoire russe reste flou. Plusieurs hypothèses ont été avancées pour expliquer cette initiative :

- cette opération aurait pour objectif de contraindre les Russes à dégarnir le front du Donbass, soulageant ainsi la pression sur les forces ukrainiennes dans cette région. Cependant, cet effet escompté pourrait ne pas se matérialiser. L'opération se déroulant sur son sol, l'état-major russe peut déployer des forces non engagées sur le front ukrainien, comme les unités de conscrits. De plus, l'armée russe dispose encore de réserves significatives. Au mieux, cette action pourrait perturber la rotation de ses unités au front, mais probablement sans impact majeur. En tout cas, à ce jour, aucune des unités russes déployées en renfort n'a été prélevée sur un autre front ;
- l'opération aurait pour but de couper l'approvisionnement en gaz de l'Union Européenne en sabotant les gazoducs de la région. Cependant, cette idée semble peu plausible. Les gazoducs en question traversent l'Ukraine et, si les Ukrainiens avaient voulu interrompre le flux, ils auraient pu le faire directement depuis leur propre territoire. S'ils s'en sont abstenus, cela s'explique par le fait qu'ils continuent à percevoir des frais de transit payés par les Russes, ce qui rend cette hypothèse peu crédible ;
- on peut penser que cette offensive ukrainienne vise à imiter l'opération russe dans la région de Kharkiv, en cherchant à s'emparer de territoires qui serviraient de levier lors de futures négociations. Cette stratégie pourrait avoir du sens, mais elle suppose que les Ukrainiens parviendront à maintenir ces positions sur le long terme, ce qui nécessiterait des ressources humaines et matérielles importantes, dont ils manquent déjà, pour renforcer leurs positions et compenser l'attrition. L'observation de certains équipements de génie déployés par les Ukrainiens dans la zone pourrait indiquer une intention de s'y retrancher durablement, mais cela reste à confirmer ;
- une autre hypothèse pourrait être que cette opération vise à déstabiliser le pouvoir russe en le discréditant, dans l'espoir de provoquer des soulèvements ou des protestations parmi la population russe. Cependant, cet objectif semble peu fondé. Vladimir Poutine a déjà surmonté de nombreuses crises sans que son pouvoir ne soit véritablement menacé et, historiquement, une attaque sur un pays tend plutôt à unir la population autour de ses dirigeants. Il est donc possible que cette offensive ait l'effet inverse de celui escompté, en renforçant le soutien à la guerre au sein de la population russe ;
- une dernière explication pourrait être que cette offensive a été menée dans un but politique, cherchant à détourner l'attention des revers subis par l'armée ukrainienne sur le front du Donbass au cours des derniers mois, tout en essayant de remonter le moral de la population ukrainienne. Bien que très plausible, cette raison semble être l'une des plus discutables pour justifier une telle opération car, lancer une offensive principalement pour des raisons de communication ou de moral pourrait s'avérer être une stratégie risquée et peu judicieuse.

Une potentielle erreur stratégique

En temps de conflit, il est généralement logique que ce soit la partie disposant de la supériorité numérique qui cherche à étendre le front et non celle qui peine déjà à maintenir la ligne existante. Actuellement, l'armée ukrainienne rencontre de sérieuses difficultés dans le Donbass : elle manque de troupes, a du mal à assurer la rotation de ses unités et peine toujours à stabiliser la ligne de front. Dans ce contexte, il est compréhensible que les autorités russes n'aient pas pris au sérieux les renseignements concernant cette offensive, tant elle semble aller à l'encontre des principes militaires de base.

Cependant, il ne faut pas oublier que les Russes eux-mêmes ont dérogé à cette logique en lançant l'invasion de l'Ukraine en 2022 avec seulement 120 000 à 150 000 soldats, ce qui a conduit aux difficultés que l'on connaît aujourd'hui. Pour mener son offensive, l'état-major ukrainien a dû retirer des unités de qualité et du matériel déjà en pénurie sur le front du Donbass. Ce choix délibéré d'affaiblir encore davantage une ligne de front déjà fragile est extrêmement risqué. L'Ukraine se retrouve maintenant à devoir défendre un front allongé d'une centaine de kilomètres supplémentaires, ce qui nécessitera des hommes, du matériel et des munitions, éléments dont elle manque déjà cruellement.

Avec probablement moins de 20 000 hommes engagés dans cette opération, l'armée ukrainienne ne pouvait espérer aller très loin sans diluer ses forces sauf à recevoir de très importants renforts que l'on ne voit pas venir. Plus le terrain à couvrir est vaste, plus il est nécessaire d'avoir des troupes pour le défendre efficacement. Il semble donc que l'étendue maximale de leur avancée ait été atteinte aux environs du 12-13 août 2024, bien loin de la ville de Kursk ou de sa centrale nucléaire.

Dès lors, l'armée ukrainienne devra faire face à des renforts russes et à un bombardement intensif par des moyens aéroportés (avions et drones) ainsi que par l'artillerie. Sans retranchement ni positions fortifiées, comme le montrent les vidéos de soldats ukrainiens creusant des tranchées en urgence, sa situation pourrait devenir très difficile comme le montrent les nombreuses vidéos de ses colonnes prises dans des embuscades. Cela pourrait finir par coûter plus cher aux Ukrainiens qu'aux Russes, en termes de pertes humaines et de matériel.

De son côté, la Russie doit répondre à l'avancée ukrainienne mais, militairement parlant, elle n'a pas nécessairement intérêt à éliminer ce saillant trop rapidement. En effet, ce saillant peut servir à diluer les moyens militaires ukrainiens, dans la continuité de la stratégie russe amorcée avec son offensive limitée dans la région de Kharkiv qui a pour but d'accélérer l'usure des forces ukrainiennes. Néanmoins, les considérations politiques pourraient influencer la réponse russe, la poussant à adopter d'autres mesures.

Il est peu probable que cette situation mène à une escalade nucléaire, étant donné que le territoire conquis par les Ukrainiens est relativement modeste avec un rectangle d'une quarantaine de kilomètres de large sur une profondeur d'une quinzaine de kilomètres en moyenne. En comparaison de la vaste étendue de la Russie et de la faible valeur stratégique du terrain conquis, rien ne justifie une montée aux extrêmes. La dynamique aurait été

différente si les Ukrainiens avaient réussi à capturer des villes importantes telles que Kursk, Briansk, Belgorod ou Voronej.

À ce stade, l'offensive ukrainienne semble peu affecter les opérations russes dans le Donbass où les avancées se poursuivent et semblent même s'accélérer, mettant désormais en danger la ville de Pokrovsk, un nœud logistique crucial pour les Ukrainiens.

Une opération qui n'est pas sans rappeler celle sur la rive orientale du Dniepr

En octobre 2023, malgré l'échec de leur contre-offensive, les Ukrainiens ont surpris en lançant une opération amphibie sur la rive orientale du Dniepr depuis Kherson, visant à établir des têtes de pont à Krinky, Dachi et sur les îles voisines. Pour cette opération, ils ont mobilisé d'abord 3, puis 4 brigades d'infanterie de marine. Ils ont exploité la destruction du barrage de Kakhovka, le risque de submersion qui aurait pu balayer leurs troupes ayant été éliminé.

Après avoir avancé de quelques kilomètres, l'offensive ukrainienne s'est rapidement heurtée à des renforts russes. Les objectifs affichés pour cette opération étaient semblables à ceux de l'offensive que l'on observe aujourd'hui dans la région de Kursk : détourner les effectifs russes de leur objectif et déstabiliser le pouvoir russe. Cependant, cette action n'a ni détourné les forces russes de leurs priorités principales, ni remis en cause la position de Poutine. Elle a simplement détourné l'attention des échecs de la contre-offensive et a temporairement renforcé le moral ukrainien au moment où la Russie capturait Avdiivka.

Dix mois plus tard, cette opération n'a laissé que des vestiges. Les têtes de pont ont été évacuées en urgence lorsqu'il a fallu réagir face à l'avancée russe vers Kharkiv. En termes stratégiques, les Ukrainiens n'ont rien gagné, sauf une usure inutile de leurs brigades d'infanterie de marine. Bien qu'ils aient réussi à causer de l'attrition du côté russe, cela a été principalement réalisé à l'aide de drones et d'artillerie depuis la rive occidentale du Dniepr, rendant la présence des têtes de pont superflue pour atteindre ces objectifs.

L'opération en cours dans la région de Kursk risque bien de se finir de la même manière, si ce n'est que le risque pris par Kiev est beaucoup plus important de par le volume des forces engagées.

Le pont de Crimée, une autre erreur stratégique potentielle ?

Depuis le début de l'invasion russe, le pont de Crimée est devenu une cible prioritaire pour les Ukrainiens. Cet ouvrage est un symbole puissant de l'annexion de la Crimée et représente une voie logistique cruciale, bien que non unique. En effet, des alternatives telles que le pont terrestre au nord de la mer d'Azov et les liaisons maritimes pourraient pallier une éventuelle

destruction de celui-ci.

Consciente de son importance stratégique et symbolique, la Russie a déployé des moyens considérables pour protéger le pont. Ces mesures comprennent des systèmes de défense sol/air et des moyens physiques renforcés pour sécuriser l'infrastructure.

Attaquer cet ouvrage présente donc des défis significatifs. Une opération réussie nécessiterait une grande quantité de munitions adaptées pour percer les défenses en utilisant des stratégies de saturation, une diversité des axes d'attaque et une utilisation de différents types de munitions (missiles balistiques, de croisière, drones...). L'objectif serait de causer des dommages suffisamment importants pour interrompre l'usage du pont jusqu'à ce que des réparations soient effectuées. Bien que complexe, une telle opération reste envisageable si elle est exécutée avec une planification méticuleuse et une coordination efficace.

Bien que régulièrement annoncée, une nouvelle attaque du pont de Crimée n'a pas eu lieu jusqu'à présent. L'armée ukrainienne semble attendre le « *bon moment* », mais il est difficile de déterminer ce que pourrait être ce moment optimal, surtout sachant que tous les axes logistiques russes disponibles sont déjà ciblés.

Une autre hypothèse est que les Ukrainiens reconnaissent les risques stratégiques liés à une telle attaque. En effet, la riposte russe serait prévisible : en réponse à la destruction du pont de Crimée, les Russes pourraient envisager de détruire la quinzaine de ponts qui enjambent le Dniepr, lesquels sont vitaux pour les communications et les approvisionnements ukrainiens. Cela couperait efficacement les troupes ukrainiennes situées sur la rive orientale du fleuve de leurs lignes de ravitaillement, compliquant et ralentissant considérablement leurs opérations.

De plus, on peut s'interroger sur le fait que la Russie n'ait pas encore attaqué les ponts traversant le Dniepr pour affaiblir l'armée ukrainienne. Une réponse possible pourrait être l'existence d'un accord tacite entre les deux parties, où chacune garde en « *otage* » les ponts stratégiques de l'autre. Cela expliquerait le peu d'empressement des Ukrainiens à détruire le pont de Crimée comme la préservation des ponts sur le Dniepr jusqu'à présent.

*

Ce n'est pas la première fois que l'armée ukrainienne crée la surprise en lançant des opérations dans des endroits inattendus. Malheureusement, il semble que ces actions soient, une fois de plus, motivées par des objectifs principalement politiques et médiatiques, plutôt que par une stratégie militaire bien réfléchie. Le gouvernement à Kiev semble privilégier les coups d'éclat, des « *coups de com* », qui ont peu ou pas d'impact réel sur le cours de la guerre. En se concentrant sur des actions spectaculaires mais peu efficaces, le pouvoir politique risque

de compromettre l'efficacité de ses forces armées, en les épuisant dans des opérations qui, bien que remarquables, sans véritable stratégie sous-jacente.

Cette tendance à se focaliser sur le « génie tactique ukrainien » occulte la finalité stratégique qui devrait guider les choix militaires. Les guerres ne se gagnent pas à coup de scoops médiatiques ni de symboles. La stratégie ukrainienne dans ce conflit devient de plus en plus obscure, les actions entreprises semblent parfois contre-productives à long terme. Obtenir le « prix du public » est peut-être gratifiant mais cela n'offre aucun avantage opérationnel. On peut se demander si cette approche est le résultat de la dépendance du pays vis-à-vis de ses sponsors étrangers ou si le gouvernement ukrainien a fini par croire en sa propre propagande.